

# CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

## La candidate de l'emploi pour tous

**"Mon équipe de campagne, c'est vous !" s'est écriée Ségolène Royal, le 20 février, devant les 13 000 personnes qui avaient pu trouver une place dans le Hall 9 du Parc des Expositions de Rennes.**

Pour ce premier meeting en région depuis l'annonce de son pacte présidentiel, elle a tenu un discours de clarté : candidate de la gauche, elle veut une campagne "projet contre projet" et que chacun assume son identité et son bilan.

Durant cette campagne, il faudra rappeler régulièrement tous les candidats à leurs responsabilités, car la droite a intérêt à brouiller les cartes, à semer le doute de manière à ce que l'on ne parle ni de son bilan ni de son projet. "De mon côté, il n'y a aucune ambiguïté", a rappelé celle qui est, depuis quatre mandats, députée socialiste, qui fut ministre

de François Mitterrand et de Lionel Jospin et qui préside la Région Poitou-Charentes au nom d'une majorité d'union de la gauche.

Il n'en est pas de même pour le candidat de l'UDF car, "par le passé, tous ceux qui se disent ni de droite ni de gauche ont toujours fini par tomber du même côté : à droite". Et il faudra bien que l'ancien ministre de l'Éducation d'Édouard Balladur, qui avait voulu abroger la loi Falloux, assume son bilan et admette que, dans les exécutifs locaux, ses élus sont toujours avec ceux de l'UMP.

Dans cette campagne, Nicolas Sarkozy est le candidat sortant. Il a participé à tous les gouvernements. "Il est temps de mettre fin à cette confusion molle et faire éclater la vérité".

Ségolène Royal propose un pacte présidentiel aux Français. Elle l'a dévoilé, le 11 février, à Villepinte. A Rennes, elle a particulièrement insisté sur

SUITE PAGE 2

**CAP  
FINISTÈRE**  
26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER  
DÉPOSÉ LE 01/03/2007



## Priorité à l'éducation

**"Ouvrez des écoles, vous fermerez des prisons", écrivait Victor Hugo. Nicolas Sarkozy et De Villepin ont fait exactement le contraire, avec les résultats que l'on connaît.**

Le bilan de la majorité UMP est accablant : en cinq ans, elle a supprimé 125 000 emplois de professeurs, d'aides-éducateurs, de médecins scolaires et de surveillants. 5 000 autres suppressions sont programmées dans le projet de loi de finances 2007. Notre pays ne consacre que 5,8 % de son PIB aux dépenses publiques d'éducation contre 7,6 % en Suède ou en Norvège.

Ségolène Royal propose, elle, une "véritable révolution éducative". D'abord, en reconnaissant la mission fondamentale des enseignants. Des états généraux sur le mode participatif seront organisés afin

d'améliorer les conditions de travail dans l'école, de préparer un plan pluriannuel de recrutement des enseignants, de formation et de résorption de l'emploi précaire. Toute



Ségolène Royal

la communauté éducative : enseignants, chefs d'établissements, personnel non enseignant et parents d'élèves, sera associée à cette démarche.

Ensuite, en attaquant l'échec scolaire à la racine. Pour ce faire, un service public de la petite enfance sera créé et la scolarisation deviendra obligatoire dès trois ans. L'école doit donner sa chance à tous les enfants. Ceux qui en ont besoin pourront bénéficier de soutiens scolaires

SUITE PAGE 2

## EN CLAIR !

**C'est une figure imposée des présidentielles : le vœu d'introduire de la proportionnelle dans les scrutins législatifs est régulièrement évoqué. Puis, les présidents sont élus et le projet oublié. Il devient pourtant indispensable pour trois raisons : le premier tour de la présidentielle a tendance à se transformer en foire aux opinions. Et cela s'explique par l'absence de représentation de tous les courants d'opinions au sein du Parlement. Ensuite, la recherche de la parité, tout comme les nécessités du métissage, militent en faveur d'un double système représentatif. Enfin, l'expérience montre l'utilité de neutraliser les extrêmes par leur participation à la vie démocratique. Cette introduction partielle, comme le propose Ségolène Royal, est donc une exigence démocratique.**

# La candidate de l'emploi pour tous (suite)

Ségolène Royal propose de travailler plus, travailler tous et travailler mieux.

\*\*\* l'emploi. D'ailleurs, avant de monter à la tribune, elle avait, en compagnie de Jean-Yves Le Drian, rencontré une délégation des salariés d'Alcatel Lucent, en lutte contre le plan social que veut leur imposer leur direction. "La France industrielle décroche mais ce n'est pas une fatalité", leur a-t-elle déclaré. La part de la recherche dans la richesse nationale n'est même pas de 1 % en France. Les États-Unis et le Japon consacrent deux fois plus de crédit dans ce domaine.

Toutes les mesures économiques du *Pacte Présidentiel* de Ségolène Royal poursuivent le même objectif : relancer la croissance pour créer de l'emploi. Un débat artificiel s'est développé autour de la question du chiffrage des projets. Mais il n'a pas de sens. Car il faut à la fois évaluer les coûts, mais aussi les bénéfices. Les



*"Je veux articuler la solidarité et l'efficacité"*

baisses d'impôts accordées aux plus riches par l'UMP n'ont aucun impact sur la croissance. Au contraire, l'augmentation du SMIC à 1 500 euros et la revalorisation des petites retraites stimuleront la consommation et donc la croissance.

Ségolène Royal a entendu les témoignages formulés à l'occasion des débats participatifs. Elle a entendu les mères célibataires qui vivent dans 12 m<sup>2</sup> avec deux enfants ; elle a entendu les pères de famille qui touchent le RMI et qui font semblant d'aller travailler tous les matins ; elle a entendu les petits retraités qui ne peuvent faire qu'un repas par jour.

La gauche doit les aider en créant de nouveaux droits dans le cadre d'une société de la dignité. Aucune prestation ne sera versée sans contrepartie.

Nicolas Sarkozy souhaite que les salariés puissent travailler plus et propose même de détaxer les heures supplémentaires. Il s'agit là de solutions simplistes. "Beau progrès en vérité que ce qui aboutira à ce qu'une heure supplémentaire coûte moins

cher qu'une heure normale. Cela reviendra à décourager toute nouvelle embauche et donc à accélérer le chômage quand l'autre partie de la population sera contrainte d'intensifier les cadences".

La candidate socialiste propose tout le contraire : travailler plus, travailler tous et travailler mieux. Il ne s'agit pas, comme l'a évoqué le candidat de l'UMP, de prolonger l'activité professionnelle jusqu'à 70 ans mais de permettre à plus de jeunes d'entrer sur le marché du travail et de donner la possibilité aux salariés de plus de 50 ans d'y rester.

La sécurité sociale professionnelle, négociée avec les partenaires sociaux, doit permettre de casser cette logique. Les salariés licenciés toucheront 90 % de leur dernier salaire. Ils pourront suivre une formation professionnelle car les entreprises ont besoin de salariés compétents.

Les entreprises, en particulier les PME, doivent être aidées. "Mais je ferai la différence entre celles qui recherchent le profit immédiat et celles qui créent de l'emploi", a prévenu la candidate. Aujourd'hui, l'État et les collectivités consacrent 65 milliards pour aider les entreprises. L'intérêt de ces aides n'est pas suffisamment évalué. Dans un souci d'édifier un ordre économique juste, l'affectation de ces crédits sera reconsidérée pour que les secteurs d'avenir soient privilégiés.

De la même manière, le secteur bancaire sera placé devant ses responsabilités : il n'est pas normal que des PME soient obligées de se tourner vers les collectivités locales pour obtenir un prêt.

"Je veux articuler la solidarité et l'efficacité", a résumé Ségolène Royal. Maintenant, dans tout le pays, les socialistes vont aller au devant des Français, afin de faire connaître le *Pacte Présidentiel* que Ségolène Royal veut passer avec eux.



*Une campagne projet contre projet*

# Priorité à l'éducation (suite)



*125 000 postes supprimés en cinq ans*

\*\*\* gratuits. Le nombre d'élèves en CP et CE1, dans les écoles classées en ZEP, sera limité à 17. "Je veux parler le langage de la vérité à la communauté éducative", a déclaré Ségolène Royal, dans son discours de Dunkerque, consacré à cette question. "Des établissements ont davantage besoin de soutien que d'autres et l'Éducation nationale doit avoir l'audace de rompre avec les approches uniformes".

## Une véritable révolution éducative

Pour supprimer les ghettos scolaires, assurer la mixité sociale et constituer des réseaux d'éducation prioritaire, la carte scolaire sera révisée. La présence d'adultes dans les établisse-

ments sera renforcée, y compris dans les classes lorsque ce sera nécessaire.

L'excellence scolaire ne doit pas être réservée aux établissements de centre-ville. Des classes préparatoires aux grandes écoles seront implantées dans les quartiers qui en sont dépourvus.

L'égalité des chances passe aussi par un soutien aux parents qui peuvent avoir besoin d'être épaulés. Des écoles des parents seront généralisées et des consultations de médiation familiale seront créées pour les aider à conforter leur autorité.

Les universités françaises sont sous-dotées. Une loi de programmation sera votée pour leur redonner les moyens de l'excellence. En cinq ans, la dépense par étudiant sera portée au niveau de la moyenne des pays de l'OCDE. Tout en respectant le cadre national, l'autonomie des universités sera renforcée.

Un service public de l'orientation sera créé afin que les jeunes soient pleinement informés des débouchés de chaque filière. Une allocation autonomie pour les jeunes, sous condition de ressources, avec un contrat pour faciliter les études et l'entrée dans la vie active, sera instituée.

## Une affluence record

Le meeting de Ségolène Royal à Rennes, le 20 février 2007, restera dans les mémoires.

Pour ceux qui ont pu y participer et, ainsi, sentir l'enthousiasme des militants bretons. Mais aussi, pour toutes celles et tous ceux, très nombreux, qui, malheureusement, n'ont pas pu pénétrer dans le hall du Parc des Expositions ou qui n'ont même pas pu se rendre à Rennes, faute de place dans les 12 cars que la fédération avait affrétés.

"Nous présentons nos excuses à celles et ceux qui n'ont pu participer à ce beau moment démocratique. En effet, avec notre accord, la gendarmerie a interdit l'accès au site, pour des raisons de sécurité, à plus de 20 cars et à des centaines de voitures, les quelques 13 000 personnes présentes dans les deux halls dépassant déjà leurs capacités", pouvait-on lire sur le site internet de la fédération d'Ille-et-Vilaine du Parti Socialiste.

Même si cela crée des frustrations bien compréhensibles, il faut voir dans cet engouement un signe très positif pour



Un des cars brestois affrété par la fédération

notre candidate. Et la démonstration que la campagne ne se mène pas qu'à la télévision. Certes, les journaux télévisés ont repris les images qui "donnent de la chair et de la vie à la communication des candidats", selon l'expression de Jean-Jacques Urvoas. Mais les meetings ont d'autres vertus. "Ils renforcent la cohésion des équipes de campagne et stimulent

l'engagement des militants et sympathisants", poursuit le premier secrétaire fédéral. Notre candidate peut ainsi mesurer la puissance de la mobilisation qui s'amplifie. La déception des personnes qui n'ont pas pu se rendre à Rennes est compréhensible. Mais d'ici le 22 avril, les occasions de participer à la victoire de Ségolène Royal ne manqueront pas.

## LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT



### Alcatel : un plan pour les actionnaires

Avec  
Philippe Mazé

"Nous voulons une entreprise sans usine", avaient déclaré, il y a quelque temps, les dirigeants d'Alcatel. Avec le plan social qui vient d'être annoncé, l'entreprise continue sur sa lancée. Mais les salariés ne laisseront pas ce plan s'appliquer, nous explique Philippe Mazé, délégué CFDT d'Alcatel Brest.

**Cap Finistère : Comment expliquer le plan social qui frappe les salariés d'Alcatel ?**

**Philippe Mazé :** Après la fusion entre Alcatel et la société américaine Lucent l'entreprise a annoncé 12 500 suppressions d'emplois dans le monde, en particulier en Europe et aux États-Unis pour limiter la masse salariale. En France 1 500 emplois sont menacés chez Alcatel et 500 dans la sous-traitance.

A Brest, 6 emplois sur 200 seraient supprimés dans la recherche et développement. L'objectif de la société est de transférer ces activités en Chine ou en Inde.

Les motivations de ce plan social sont purement boursières. Il s'agit de séduire les actionnaires mais nullement de donner les moyens à l'entreprise d'innover et de relever le défi des nouvelles technologies

**Cap Finistère : Le rêve des dirigeants d'Alcatel est-il toujours de devenir une entreprise sans usine ?**

**Philippe Mazé :** C'est déjà le cas pour la production. L'usine de Brest a été vendue en 2003 et nous ne sommes plus que 200 salariés aujourd'hui dans la recherche et développement et support aux clients. Manifestement, les dirigeants de l'entreprise veulent amplifier ce mouvement de délocalisation. Il faut savoir que Patricia Russo, dirigeante de Lucent et maintenant d'Alcatel-Lucent a

considérablement réduit les effectifs de son groupe. Entre 2001 et 2006, le nombre de salariés de Lucent est passé de 120 000 à 30 000 !

**Cap Finistère : Comment s'organise votre mobilisation ?**

**Philippe Mazé :** D'abord, nous rejetons ce plan social. L'intersyndicale multiplie les rencontres avec les élus, dont Ségolène Royal le 20 février à Rennes, pour alerter les pouvoirs publics. Nous le faisons au niveau national, européen mais aussi régional puisque les usines de Rennes, Lannion et Orvault sont particulièrement menacées. Nous sommes également en contact avec des syndicats américains

**Cap Finistère : Jean-Yves Le Drian a réagi très vigoureusement à l'annonce de ce plan social ?**

**Philippe Mazé :** Oui. C'est l'avenir des télécoms en Bretagne qui est en jeu. Il paraît incohérent qu'Alcatel s'engage dans le pôle de compétitivité images et réseau, avec le soutien des pouvoirs publics et ferme ensuite son site de Rennes

## Rendez-vous

### 9 mars

A 20 h 30, forum départemental sur "l'après-pétrole ?", avec Jean-Yves Le Déaut, député, Pierre Maille, président du Conseil général, Isabelle Thomas, conseillère régionale, Marc Sawicki et Thierry Fayret, au Foyer laïque de Saint-Marc, 12, rue Dr Floch à Brest.

### 16 mars

A 18 h 30, Conseil fédéral, au local du PS, 13, rue de Portzmoguer, à Brest.

### 19 mars

A 18 h 30, quatrième réunion du Comité de Coordination Départemental de la campagne présidentielle (COCODEP) dans les locaux de la fédération, 26 B rue Aristide-Briand, à Quimper.

### 22 mars

A 20 h 30, réunion publique sur le thème "Droits des femmes : les engagements de Ségolène Royal", avec Safia Otokoré, au CAC, à Concarneau.

### 26 mars

Meeting de François Hollande, à Brest (Parc de Penfeld).

## S'abonner :

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

.....

Abonnement pour 1 an : 12 €

Abonnement de soutien :  
à partir de 16 €

Chèque à l'ordre de :  
Fédération du Finistère  
du Parti Socialiste.

## EN SAVOIR PLUS ...

### Réunions du changement

- Lundi 5 mars à 20 h 30, salle des loisirs à Poullaouen (canton de Carhaix), animée par Richard Ferrand.

- Mardi 6 mars à 20 h 30, à la MPT de Saint-Pierre à Brest.

- Mercredi 7 mars à 18 h 30, au PL Bergot à Brest.

- Mercredi 7 mars à 20 h 30, salle polyvalente La Grange, place Pors Clos à Coray (canton de Châteauneuf-du-Faou), animée par Richard Ferrand.

- Mercredi 7 mars à 20 h 30, à Ploudaniel (canton de Lesneven), animée par Chantal Guittet et Pierre Maille.

- Mercredi 7 mars à 20 h 30, salle Gauguin à Guilers.

- Jeudi 8 mars à 18 h 30, à Tréfleze (canton de Plouescat), animée par Chantal Guittet et François Marc.

- Jeudi 8 mars à 20 h 30, au CAL, route de Berrien à Huelgoat (canton de Huelgoat), animée par Richard Ferrand.

- Jeudi 8 mars à 20 h 30, salle polyvalente de Landéda (canton de Lannilis), animée par Chantal Guittet et François Marc.

- Vendredi 9 mars à 20 h 30, salle du Pouldu (face à Inter-marché) à Pluguffan, animée par Jean-Jacques Urvoas.

- Lundi 12 mars à 20 h 30, à la Maison de quartier de Lambézellec à Brest, animée par Patricia Adam.

- Lundi 12 mars à 20 h 30, à la mairie annexe de Ergué-Armel à Quimper, animée par Jean-Jacques Urvoas.

- Mardi 13 mars à 20 h 30, Hôtel Kastel Roc'h à Plougastel-Daoulas (canton de Daoulas), animée par Richard Ferrand.

- Mercredi 14 mars à 20 h 30, à la longère de Kerzincuff au Relecq-Kerhuon, animée par Chantal Guittet.

- Mercredi 14 mars à 20 h 30, Espace François-Mitterrand, à Pont-de-Buis, animée par Richard Ferrand.

### Le vrai coût des promesses de Nicolas Sarkozy

Nicolas Sarkozy se chiraquise, annoncent plusieurs observateurs. Et il ne s'agit pas d'un compliment mais d'une constatation : le ministre de l'Intérieur, en campagne électorale, promet tout à tout le monde. Pour l'instant, en additionnant ce qui est comptabilisable, l'ardoise dépasse les 135 milliards d'euros. Le relèvement du tarif des consultations des médecins généralistes ? 0,6 milliard d'euros. La création d'une zone franche globale dans les DOM ? 0,5 milliard. Exonération de 95 % des Français des droits de succession ? 5 milliards d'euros, etc.

Sans compter les promesses non chiffrables, comme la généralisation des plans de stock-options, l'apport de la caution de l'État aux entreprises sans ressources ou la création d'une garantie des emprunts immobiliers.

135,9 milliards à la fin du mois de février ? Où en sera le candidat de l'UMP à la veille du premier tour ?

Le détail de ce chiffrage est en ligne sur le site de la fédération, [www.ps29.org](http://www.ps29.org), dans la rubrique "l'argument du jour".

### Disparition

Nous avons appris la disparition de Jean-Yves Rusauouen, militant de la section de Daoulas. Nous adressons à la famille et à ses proches nos plus sincères condoléances.

## Annonces légales & judiciaires

SELARL JEAN-MARC BERROU  
Avocat  
15, rue Boussingault - 29200 BREST  
Tél. 02.98.44.04.16

### CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à Brest du 1<sup>er</sup> février 2007, enregistré au Service des Impôts des Entreprises de Carhaix le 19 février 2007 (bordereau n° 2007/72 case n° 1), la société FLOREAL SA, société anonyme au capital de 55 434 555 € ayant son siège social à SAINT-ÉTIENNE (42000) 24, rue de la Montant, RCS SAINT-ÉTIENNE 950 405 928, a cédé à la société PLM, société anonyme au capital de 2 659 680 € ayant son siège social à BREST (29200) 20, quai Commandant Malbert, RCS BREST 411 142 045, le fonds de commerce de station de distribution de carburant exploité à CARHAIX PLOUGUER (29270) place du Champ de Foire, moyennant le prix de CENT QUARANTE NEUF MILLE EUROS (149 000 €) s'appliquant aux éléments incorporels pour 143 500 € et aux éléments corporels pour 5 500 €. L'entrée en jouissance a été fixée au 1<sup>er</sup> février 2007.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les dix jours suivant la dernière en date des publications légales au siège du fonds

cédé, la correspondance y afférente devant être adressée au Cabinet de Maître Jean-Marc BERROU, Avocat, 15, rue Boussingault à BREST.

Pour unique insertion

DU SOLEIL  
Société à responsabilité limitée  
au capital de 2 000 €  
Siège social à CANNES (06400)  
8, avenue des Pins  
RCS CANNES B 482 460 326

L'AGE du 30/01/2007 a décidé, avec effet du même jour :

- de modifier l'objet social de la société qui sera le suivant : "Commercialisation de produits et services liés à la rénovation de l'habitat" ;

- de modifier la dénomination sociale de la société et d'adopter en remplacement : "Centre-Rénovation-Habitat-Breton", "C.R.H.B." ;

- de transférer le siège social de CANNES (06400) 8, avenue des Pins, à QUIMPER (29000) 11 bis, avenue de la Libération ;

- de prendre acte de la démission de Monsieur Claude HERLEMANN de ses fonctions de gérant à compter du 30/01/2007 ;

- de nommer en remplacement Monsieur Christian BANNIER, demeurant à TOUQUES (14800) 4, rue Schaeffer, à compter du 30/01/2007 ;

- de modifier corrélativement les articles 2, 3, 4, 6 et 7 des statuts. La société sera désormais immatriculée au RCS de QUIMPER.

Durée : 99 ans jusqu'au 31 mai 2104.

Pour avis, le gérant

## Cap Finistère - Le Breton Socialiste

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél : 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION  
Jean-Jacques URVOAS  
RÉDACTEUR EN CHEF  
Jean-Yves CABON

Impression : Presses Associatives du Finistère  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST  
Tél : 02 98 43 44 39 - Fax : 02 98 43 64 03  
CPPAP 1207 P 11428